

**Objet et description du litige**

Demande d'annulation de la décision de l'Office «Gestion et liquidation des droits individuels» de la Commission européenne de ne pas accorder au requérant l'allocation pour enfant à charge ni l'allocation scolaire.

**Conclusions de la partie requérante**

- Déclarer le présent recours recevable;
- Annuler la décision adoptée le 22 janvier 2009 par l'AIPN rejetant la demande du requérant et, en tant que de besoin, la décision adoptée le 29 mai 2009 par l'AIPN rejetant sa réclamation;
- condamner la partie défenderesse aux dépens.

—————

**Recours introduit le 10 septembre 2009 —  
Gowitzke/Europol**

(Affaire F-74/09)

(2009/C 267/154)

*Langue de procédure: le néerlandais*

**Parties**

*Partie requérante:* Werner Siegfried Gowitzke (La Haye, Pays-Bas) (représentant: D.C. Coppens, avocat)

*Partie défenderesse:* Europol

**Objet et description du litige**

Demande d'annulation de la décision d'Europol du 5 juin 2009 rejetant la demande du requérant de modifier son classement au grade 5, échelon 1.

**Conclusions de la partie requérante**

- Annuler la décision d'Europol rejetant la demande du requérant de modifier son classement au grade 5, échelon 1;
- condamner la partie défenderesse aux dépens.

—————

**Recours introduit le 11 septembre 2009 —  
Wenig/Commission**

(Affaire F-75/09)

(2009/C 267/155)

*Langue de procédure: le français*

**Parties**

*Partie requérante:* Fritz Harald Wenig (Bruxelles, Belgique) (représentants: Georges-Albert Dal et Dominique Voillemot, avocats)

*Partie défenderesse:* Commission des Communautés européennes

**Objet et description du litige**

D'une part, demande d'annulation de la décision implicite de rejet de la demande d'assistance du requérant du 23 septembre 2008 auprès de la Commission européenne et, d'autre part, demande d'annulation de la décision de rejet de la Commission européenne du 14 novembre 2008.

**Conclusions de la partie requérante**

- Annuler la décision implicite de rejet de la demande d'assistance du requérant du 23 septembre 2008 tendant à ce que la Commission européenne l'assiste dans le cadre de l'atteinte qu'il a subi à ses droits en raison de la publication d'un article injurieux et diffamatoire publié le 7 septembre 2008 sur le site internet du quotidien britannique Sunday Times et des agissements illégaux de ses auteurs;
- Dans la mesure où elle serait considérée comme étant une décision explicite de rejet de la demande d'assistance complétée du requérant, annuler la décision de la Commission du 14 novembre 2008 en ce qu'elle rejette la demande d'assistance du requérant dans le cadre de l'organisation du «Worst Conflicts of Interest Award» le mettant en cause et portant atteinte à son honorabilité et à sa présomption d'innocence;
- Condamner la partie défenderesse au paiement de dommages et intérêts pour la réparation de son préjudice moral et financier;
- condamner la partie défenderesse aux dépens.

—————

**Ordonnance du Tribunal de la de fonction publique du 15  
septembre 2009 — Perez Santander/Conseil**

(Affaire F-32/05) <sup>(1)</sup>

(2009/C 267/156)

*Langue de procédure: le français*

Le président de la deuxième chambre a ordonné la radiation de l'affaire.

—————

<sup>(1)</sup> JO C 193 du 06/05/2008, p. 32. (affaire initialement enregistrée devant le Tribunal de première instance des Communautés européennes sous le numéro T-201/05 et transférée au Tribunal de la fonction publique de l'Union européenne par ordonnance du 15.12.2005)